

## SOMMAIRE

■ Avant-propos : L'ASEAN sous présidence singapourienne	p.1
■ Le commerce France – ASEAN au premier semestre 2017	p.2
■ AEC Free Flow of Labour	p.3
■ New Myanmar Companies Law Enacted	p.5
■ Positionnement de Singapour sur la finance verte	p.7

## AVANT-PROPOS : L'ASEAN SOUS PRÉSIDENTE SINGAPOURIENNE ■■■

Après les Philippines en 2017, Singapour préside l'ASEAN depuis le 1er janvier 2018. Dans un contexte international troublé, où la rivalité sino-américaine s'est intensifiée en Asie et que les différends maritimes s'aggravent dans la région, de la mer de Chine méridionale au fleuve du Mékong où les barrages chinois affectent les pays du Sud-est asiatique, la cité-Etat espère jouer un rôle de coordination et de leadership en assurant cette présidence.

En effet, lors d'un sommet à Manille en novembre 2017, le Premier ministre Lee Hsien Loong avait clairement énoncé ses ambitions et les priorités de son pays concernant son rôle au sein de l'ASEAN. Une des premières priorités annoncées : répondre aux problèmes de sécurité régionale, tant traditionnels que nouveaux. La cité-Etat fera également pression pour une plus grande coopération régionale en matière de lutte contre le terrorisme, en particulier dans le contexte de la menace posée par les groupes islamiques affiliés à des Etats. Cela pourrait prendre la forme d'un meilleur échange de renseignements, de patrouilles conjointes aux frontières, d'une interception coordonnée des transactions et des mouvements financiers par les éléments terroristes, d'une formation commune à la lutte contre le terrorisme et d'un transfert de matériel de pointe aux pays les plus pauvres.

Par ailleurs, de par son rôle naturel de leader économique de la région et de Hub financier, Singapour espère peser de tout son poids dans les négociations en cours et les projets visant à améliorer les relations entre les économies régionales, dans le but ultime d'établir un marché commun de l'ASEAN d'ici une décennie. Le pacte commercial en cours, le *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP) sur lequel Singapour espère apporter tout son poids, réunira les dix Etats membres de l'ASEAN et six pays avec lesquels l'ASEAN a conclu des accords de libre-échange, à savoir la

Chine, l'Inde, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud et le Japon. Il est à noter qu'ensemble, les pays du pacte représentent près d'un tiers de la production intérieure brute mondiale. Mais, comme l'a déclaré le 5 décembre dernier, le ministre des Affaires étrangères singapourien, Vivian Balakrishnan « Qu'il s'agisse du RCEP ou du PPT, pour nous, ce ne sont que des routes multiples qui mènent à une destination plus grande ».

La cité-Etat espère également faire adopter plusieurs mesures pour faciliter les échanges et le commerce, notamment sur la création d'une sorte de guichet unique, une plate-forme numérique qui stimulera le commerce en dédouanant les cargaisons et en accélérant le dédouanement des expéditions. Singapour travaillera également sur un régime de certification à l'échelle de l'ASEAN, qui permettra aux exportateurs agréés de certifier eux-mêmes que leurs marchandises répondent aux exigences de l'ASEAN afin de bénéficier d'un traitement préférentiel.

Au-delà de ces ambitions affichées, quelle est la marge de manœuvre de Singapour ? Tout d'abord, la présidence n'est pas que symbolique ; le président a la prérogative de fixer l'ordre du jour et de fait d'orienter les discussions régionales. Le président peut également opposer son veto aux déclarations qu'il juge contraires aux intérêts régionaux, ou publier unilatéralement une « déclaration du président » en cas de désaccord entre les Etats membres. Il dispose d'une marge de manœuvre politique considérable pour orienter les engagements multilatéraux dans la région. Cette marge de manœuvre étant renforcée par le poids économique de Singapour et par sa neutralité politique entre la Chine et les Etats-Unis.

La cité-Etat espère faire de 2018 le grand bond en avant de l'ASEAN, rendez-vous est pris au 31 décembre 2018.

■ Clémentine de Beaupuy, [lepetitjournal.com](http://lepetitjournal.com)

**LE COMMERCE FRANCE – ASEAN AU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2017**

Au premier semestre 2017, les échanges commerciaux entre la France et les pays de l'ASEAN ont progressé de 3,2% par rapport à la même période en 2016. Les importations françaises ont augmenté de 6,7% alors que les exportations ont légèrement baissé de 0,4% en raison principalement d'une diminution des ventes de matériels de transport vers la Malaisie et l'Indonésie. Ces résultats se traduisent par un excédent commercial de la France vis-à-vis de Singapour, de l'Indonésie et de Brunei, ainsi que par un déficit vis-à-vis des sept autres pays de la région. Au total, le déficit commercial de la France avec l'ASEAN s'établit à 701m EUR au S1 2017, en hausse de 2,7%.

**1. Une réduction modérée des exportations françaises vers l'ASEAN**

Les exportations françaises vers les pays de l'ASEAN ont atteint 7,1mds EUR au S1 2017, en baisse de 0,4% en g.a. Les marchés privilégiés par les exportateurs français restent Singapour ainsi que les grands pays émergents de la région. Singapour représente 3,2mds EUR d'exportations au S1 2017, soit 45% des ventes françaises en ASEAN, en hausse de 13%. Le montant élevé des exportations vers Singapour reflète le rôle de la cité-Etat comme base de réexportation vers la région. Les pays de la région dite « ASEAN-5 » représentent 53% des exportations françaises : l'Indonésie (1,1md EUR), la Thaïlande (1md EUR), le Vietnam (660m EUR), la Malaisie (490m EUR) et les Philippines (440m EUR). Parmi ceux-ci, les pays ayant enregistré les plus fortes variations du montant de leurs achats de produits français sont la Malaisie (-47%), l'Indonésie (-16,3%) et la Thaïlande (+19,2%). Les autres pays de la région représentent 1,8% des ventes françaises dans la région : le Cambodge et la Birmanie enregistrent une progression de ces ventes de respectivement 25% et 34% alors que celles à destination du Laos et de Brunei diminuent de respectivement 13% et 51%.

Cette évolution est notamment liée à une baisse des ventes de matériels de transport de 1,5% à 2,7mds EUR. L'Indonésie et la Malaisie qui sont en général parmi les premières destinations des ventes d'avions, ont reçu un cumul de 12 avions au S1 2017, pour 670m EUR, en diminution par rapport S1 2016. Toutefois la baisse totale reste modérée en raison des ventes en forte hausse auprès de Singapour et de la Thaïlande, qui atteint 10 unités au S1 pour 1md EUR.

Hors aéronautique, les exportations françaises vers l'ASEAN ont légèrement augmenté, à 4,4mds EUR (+0,4%). Les différents postes d'exportations françaises affichent des évolutions contrastées. La baisse des ventes françaises de produits informatiques, électroniques et optiques (-11% par rapport au S1 2016), qui représentent 14% des exportations nationales hors aéronautique en ASEAN, s'explique principalement par la réduction des achats à Singapour (-12% en g.a. à 380m EUR), en Malaisie (-26% à 86m EUR) et aux Philippines (-43% à 31m EUR). Cette baisse est compensée par l'expansion des deux premiers postes d'exportations français (hors aéronautique) : les parfums et cosmétiques (+16% à 880m EUR) principalement à destination de Singapour (+22% à 600m EUR) et de la Thaïlande (+4,3% à 95m EUR), et les produits de l'industrie agroalimentaire (+12% à 860m EUR) vers Singapour (+11% à 460m EUR) et l'Indonésie (+22% à 86m EUR).

**2. Une expansion marquée des importations françaises en provenance de l'ASEAN**

Les importations françaises depuis l'ASEAN se sont élevées à 7,8mds EUR au S1 2017, en hausse de 6,7% en g.a. La France continue à importer du hub régional de Singapour (13%) ainsi que des cinq pays de l'ASEAN-5 qui représentent 80% des achats français dans la région au S1 2017, en hausse de 7,3% en g.a. Parmi l'ASEAN-5, le Vietnam demeure le principal pays à fournir la France (2,4mds EUR ; +13,0% en g.a.) suivi de la Thaïlande (1,3md EUR), la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines. Quant au Cambodge, Laos, Birmanie et Brunei, ils représentent 7% des achats.

Les chaussures et les équipements de communication sont les deux principaux produits d'importations françaises d'ASEAN au S1 2017, s'élevant respectivement à 720m EUR (+5,9% en g.a.) et 830m EUR (+21%). Singapour ainsi que les pays de l'ASEAN-5 participent fortement à ces ventes à destination de la France. En particulier la cité-Etat exporte des produits électroniques (300m EUR ; +0,2%) après ses ventes pharmaceutiques (340m EUR ; -14% en g.a.). Les cinq autres principaux partenaires de la région exportent également des produits électroniques (1,9md EUR ; +7,5%) mais aussi de la maroquinerie et des vêtements (1,4md EUR ; +5,6%). Le Vietnam demeure le principal fournisseur à la fois de chaussures et d'équipements de communication (respectivement de 73% et 84%), suivi par l'Indonésie (23% pour les chaussures) et la Thaïlande (6% pour les équipements de communication). Par ailleurs nos achats de composants électroniques, qui représentent notre troisième poste d'importations, s'élèvent à 620m EUR (-0,5% en g.a.).

Enfin, les importations en provenance des autres pays de l'ASEAN (Birmanie, Cambodge, Laos, Brunei) ont enregistré une progression. Les importations françaises du Cambodge ont augmenté de 16% à 420m EUR alors que le cumul de celles des autres pays a augmenté de 36% bien que le montant total demeure faible (97m EUR).

## 3. Une hausse du déficit commercial français vis-à-vis de l'ASEAN

Après une période d'excédent entre 2013 et 2014, la France enregistre depuis 2015 un déficit commercial vis-à-vis des pays de l'ASEAN. Il s'est établi à 701m EUR au S1 2017, en hausse de 2,7%, s'expliquant principalement par la diminution des ventes de matériels de transport. Le solde commercial dépend fortement de la conjoncture de ce secteur mais également des importations d'électronique (29% en 2017) et de maroquinerie (24%). Par ailleurs, il faut noter que les disparités au sein de la région continuent d'être importantes. Si des excédents commerciaux restent traditionnellement dégagés à Singapour (2,2mds EUR au S1 2017, soit notre 3<sup>e</sup> excédent mondial), en Indonésie (230m EUR) et au Brunei, les soldes des Philippines, du Vietnam, du Cambodge, de la Malaisie, du Laos, de la Birmanie et de la Thaïlande sont déficitaires et se sont pour la plupart dégradés.

■ Clément Bourgey et Antoine Chery, Service économique régional de Singapour

## AEC FREE FLOW OF LABOUR

The "Free Flow of Labour" is part of the First Pillar of the AEC goal of economic integration (namely: the "Single market production base", along with the free flows of goods, services, investment and capital). It is considered to be complementary to the "Free Flow of Services". For various observers, the progress has been lagging behind the efforts made in Trade and Services: it has been slow and uneven, the critical point pertaining to the mobility of high-skilled workers. The public literature about the subject has been mostly released in 2015 as an assessment of the work progress over the precedent decade (2006-2015).

### 1. Intra ASEAN migrations

There is a lack of existing data/comparable data and, furthermore, data vary depending of the institutions; however a broad picture of the estimated stocks of international migrants and nationals abroad in ASEAN member states for the period 1960-2013 can be summarized in the table below:

Indicator (in million)	Source	1960	2013
Total population	UNDESA (2015)	213,3	617,6 (*)
International migrants (from all countries)	World Bank (2011 and 2015)	3,8	10,2
National abroad (in all countries)	World Bank (2011 and 2015)	1,3	21,3
International migrants/Nationals abroad - intraregional (from/in ASEAN)	World Bank (2011 and 2015)	0,6	6,8 (**)

Source: extracted from Table 1.1. in *Migration in ASEAN in figures : The International Labour Migration Statistics (ILMS) Database in ASEAN / International Labour Organisation*. – Bangkok : ILO, 2015

(\*) Out of which: Working population: 263 million. (\*\*) This figure refers to the documented moves. As per the same source, the number of world migrants amounts to 232 million out of which 14 million ASEAN migrants (source: *Skill Recognition and Labour Mobility in ASEAN – ppt ILO – 2015*).

Out of the table above, the following trends can be noted:

- The region is a net exporter of labor to the global market. Actually 2 countries (Philippines, Vietnam) have the largest population out of the region;
- There has been a dramatic increase of the mobility intra-region, for some countries as early as since the 1970s (Singapore as a host country).

The nature of today's ASEAN migration flows is different from the AEC's aspirations. Indeed:

- Close to 9 out of 10 workers are low skilled workers;
- Migrations are irregular, though this aspect is not well documented;
- 3 countries (Thailand, Malaysia, Singapore) concentrate most of the moves. Malaysia and Singapore receive 80% of intra-ASEAN immigration;
- The top five corridors (Myanmar to Thailand; Indonesia to Malaysia; Malaysia to Singapore; Lao People's Democratic Republic to Thailand; Cambodia to Thailand) represent 88% of the total intra-ASEAN migrant stock.

Regarding professionals:

- Over 2 million of ASEAN professionals are abroad, outside the region. Some countries (for example Malaysia) are concerned with the brain drain and have started a "returnees" policy;
- Due to the lack of mobility, many professionals are underemployed in their own country whereas there are needs in the region;
- The majority of ASEAN professionals migrate to Malaysia and Singapore. Still, most of the foreign professionals working in Singapore come from other countries than ASEAN countries.

Main challenges to intra-ASEAN migration of professional and skilled labor have been identified as follows:

- The complexity of the qualification recognition process essentially discourages professionals to move within the region;
- Professionals face restricted access to the ASEAN labor market due to national-level barriers such as constitutional provisions reserving particular occupations for nationals; and/or complex and opaque requirements and procedures for employment visas;
- There is overall a limited interest of professionals to migrate within the region, due to perceived cultural, language and socio-economic differences.

### 2. Towards a “freer” flow of labour: objectives and achievements

The blueprint identified the following “actions” ASEAN member states agreed to support in the lead-up to 2015:

- Complete and implement Mutual Recognition Arrangements (MRAs);
- Facilitate the issuance of visas and employment passes for ASEAN professionals and skilled labourers;
- Enhance capabilities at country level and through members’ networks: strengthen human resource development; increase mobility of students and staff; develop training; develop research capabilities to promote skills and job placement (all these measures to be oriented in priority towards the services sector).

AEC does not address movements of low-skilled workers; the emphasis has been put on the improvement of the portability of qualifications, especially for the licensed/regulated occupations, namely: the recognition of the qualifications, in addition to the encouragement to invest in national training and education systems that prepare workers in accordance with common ASEAN-wide standards.

The major achievement pertains to MRAs and the AQRF:

- MRAs are a major instrument of skilled labour mobility. They enable the qualifications of service suppliers, recognized by the authorities of their home country, to be mutually recognized by other ASEAN member countries who are signatories to the MRA. Agreements are applicable in accordance with prevailing laws and regulations of the host country (they cannot override them). From 2005 to 2014, MRAs have been signed in 6 sectors: Engineering Services, Nursing Services, Architectural Services and Framework on Surveying Services, Medical and Dental Practitioners, Accountancy Services, Tourism professionals. They cover eight professions which involve less than 1,5% of the ASEAN Labour Force.
- In 2014 an ASEAN Qualifications Reference Framework (AQRF) has been completed, similar to the 2008 European Qualification Framework: it is a common regional reference point and translation grid, enabling the implementation of the MRAs. Its main features are:
  - o A translation device to relate existing qualification framework/training system of one member state with that of other member state(s) for the purpose of mutual recognition;
  - o AQRF are categorized into 8 qualifications level ranging from basic skills to most advanced and specialized skills. The levels are agreed among all 10 member states;
  - o Members are strengthening their own national system and planning to reference it to the AQRF.The AQRF encompasses MRAs and MRS. One should note as well that MRAs concern only professionals. MRS (Mutual Recognition of Skills) concern technical/vocational workers and will be necessary for countries with less developed skills systems.

### 3. Conclusion

Difficulties of implementation may, for some observers, reveal discrepancies in development. For others, the main challenge remains in the political will and persistence in gradually working through technical details and obstacles at each country level.

MRAs are key elements of ASEAN integration in Trade and Services, and, accordingly, public policy is critical in their implementation, however other equally key components determine who migrates and under what circumstances: the labour demand and supply gaps, admissions and visa policies and the recruitment process, which is primarily controlled by the private sector.

#### Sources:

- *Building the ASEAN Community: Mutual Recognition Arrangements in Services* – [www.asean.org](http://www.asean.org)
- *Achieving Skill Mobility in the ASEAN Economic Community – Challenges, Opportunities and Policy Implications* – Migration Policy Institute (MPI) – Asian Development Bank (ADB), 2015
- *A ‘Freer’ Flow of Skilled Labour within ASEAN: Aspirations, Opportunities and Challenges in 2015 and Beyond* – International Organisation for Migration (IOM) – Migration Policy Institute (MPI) – Issue no 11 – December 2014

■ Valérie Bonin, Comité CCE Singapour



**NEW MYANMAR COMPANIES LAW ENACTED**

On 6 December 2017, President gave presidential assent to the Myanmar Companies Bill approved by the Myanmar Parliament, ushering this highly anticipated legislation into law in Myanmar. Although the Myanmar Companies Law (MCL) will only be coming into effect at a later commencement date designated by the President, there are a number of key changes which the MCL seeks to overhaul from the current century old legislation, Myanmar Companies Act 1914 (MCA). In the interim period till commencement date, the MCA remains in effect.

**Local companies can have up to 35% foreign shareholding**

Previously, the MCA defined a foreign company as any company which has at least one or more shares owned and controlled by foreign persons. In practice, that meant that foreign companies are precluded from acquiring shares in local companies unless the acquirer initiates a conversion of the local company into a foreign company, which is an arduous process. However, under the MCL, a company would only be characterised as a foreign company if foreign shareholding in the company exceeds 35%. Effectively, this means that foreign companies can invest up to 35% interest in a local company, without changing the characterisation of the company from a local to foreign company and may thus, indirectly undertake activities that are currently restricted to wholly-owned Myanmar entities, such as trading (i.e. importation and distribution of finished goods).

**Minimum number of shareholders reduced to one**

At present, the Companies Registration Office (CRO) and Directorate of Investment and Company Administration (DICA) require companies incorporated in Myanmar to have at least two shareholders. This effectively bars companies from establishing wholly-owned subsidiaries in Myanmar. However, under the MCL, a company can be incorporated with a minimum of one share, and can correspondingly have one shareholder.

**At least one director to be ordinarily resident**

Under the current practice of the CRO, a company registered in Myanmar must have at least two directors, although they need not be resident in Myanmar. However, under the MCL, a private company is only required to have one director but he/she must be ordinarily resident in Myanmar (i.e. resident in Myanmar for at least 183 days in each 12-month period, starting from the commencement date of the MCL or the date of incorporation for companies incorporated under the MCL). If a private company decides to have more directors, only one director needs to fulfil this residency requirement. In the case of public companies, a company must have at least three directors, one of whom must be a Myanmar citizen who is ordinarily resident in Myanmar.

**Objects clause abolished**

Under the MCA, all companies incorporated in Myanmar are required to set out business objects in the memorandum of association. These objects limit the type of business activities which a company can undertake. However, this requirement is removed under the MCL which expressly states that companies are free to undertake any business, activity or transaction, subject to any restrictions which may be provided for in its Constitution, and compliance with applicable laws and regulations. This would mean that existing restrictions under other laws, including sector-specific restrictions on foreign ownership will continue to apply. For companies enacted under the MCA, the objects clauses within their memorandum and articles of association (M&AA) will continue to apply until the end of the transition period (i.e. 12 months from the commencement date of the MCL).

**Foreign companies no longer required to obtain Permit to Trade**

Under the MCA, foreign companies are required to obtain a Permit to Trade when applying for a certificate of incorporation. The Permit to Trade, notwithstanding the name, is a general business licence for all foreign companies in Myanmar and does not actually permit foreign companies to undertake trading activities in Myanmar. This requirement is removed under the MCL, which may well simplify and expedite the existing incorporation process.

**Memorandum and articles of association replaced by Constitution**

Under the MCL, the constitutive document of a company will be referred to as the "Constitution", as opposed to M&AA under the MCA. This is no doubt a change that Singapore companies will be familiar with. The existing M&AAs of companies incorporated under the MCA prior to commencement of the MCL will be deemed to be the Constitution, to the extent it is consistent with the MCL.

**Requirement for authorized capital and par value abolished**

Under the MCA, a company is permitted to hold shares only up to the amount of authorised capital stated in its M&AA registered with the CRO. Any capitalisation beyond the authorised capital requires the company to amend its M&AA, a process which typically takes up to five weeks. However, the MCL expressly states that a share will not have a nominal or par value. This removes the authorised capital requirement as well as concept of share premium, thus reducing administrative hurdles in respect of capital raising by companies.

### **Preference shares, shares with weighed voting rights, convertible securities and options**

In keeping up with the changing times, the MCL also clarified the types of shares and securities which a company may issue. These include (i) shares of different classes; (ii) shares which may be redeemable; (iii) shares which have preferential or restricted rights of distributions of capital or income; (iv) shares which have special, limited or conditional voting rights; (v) shares with no voting rights; (vi) options to acquire shares; and (vii) securities convertible into shares. Naturally, the ability of a company to do so is subject to any restrictions in its Constitution and compliance with applicable laws on the issuance.

### **Pre-emptive rights may be removed from the Constitution**

Under the MCA, existing shareholders have a pre-emptive right to purchase shares in proportion to their existing shareholding in the event of new share issuance. Under the MCL, this pre-emptive right no longer applies unless the company has decided to incorporate such a right within the Constitution.

### **Dividends may be made other than in cash**

The MCL also clarified that dividends can be payable in cash, shares, options or assets. In addition, the MCL enhanced the previous requirement under the MCA that payments of dividends must be made out of profits by introducing the following additional requirements: (i) the company will, immediately after the payment of the dividend, satisfy the solvency test; (ii) the making of the dividend is fair and reasonable to the company's shareholders as a whole; and (iii) the payment of the dividend does not materially prejudice the company's ability to pay its creditors.

### **Court approval no longer required for capital reduction**

Under the MCA, reduction of share capital requires sanction from the Court, which may be applied by way of petition. However, under the MCL, the Court's approval of the capital reduction is no longer required. Instead, the MCL prescribes the level of shareholders' approval required depending on the type of capital reduction. For example, if the capital reduction is an equal reduction (i.e. ordinary shares, applied to each shareholder in proportion, on the same terms and conditions), only an ordinary resolution at a general meeting of the company is required.

### **Directors' duties codified**

The MCL also prescribed a set of directors' duties, which largely reflects common law principles on director's duties and broadly include: (i) duty to act with care and diligence; (ii) duty to act in good faith in the company's best interest; (iii) duty to not abuse position or misuse information; (iv) duty to abide by law and Constitution of the company; and (v) duty to avoid reckless trading. This is considerably more extensive than what is currently set out in the MCA.

### **Removal of concept of managing agent**

The MCL also removed the concept of managing agent. To elaborate, a managing agent is defined under the MCA as "a person, firm or company entitled to the management of the whole affairs of a company, by virtue of an agreement with the company and under the control and direction except to the extent, if any, otherwise provided for in such agreement and includes any person, firm or company occupying such position by whatever name called". This concept is removed as the MCL now makes it clear that all managing agent arrangements must be terminated from the commencement date of the MCL, and any such person shall be deemed to be a director of the company.

### **Concluding remarks**

The passing of the MCL is a momentous milestone in Myanmar's journey of legal reforms and seeks to modernise an archaic legislation that is ill-suited to present day commerce and needs of international businesses. It also paves the way for tremendous fund-raising opportunities by Myanmar companies and potentially allows foreign investors to access the Yangon Stock Exchange which is currently limited to local investors. The lifting of restrictions on investing in local companies (albeit limited to a minority 35% stake) is clearly welcomed.

Importantly, the passing of this important legislation sends a positive signal to foreign investors amidst a challenging economic environment for Myanmar, alongside an ongoing humanitarian crisis in Rakhine State. In short, it demonstrated to the world that Myanmar is still open for business. Alongside the reforms to the foreign investment regime introduced last October and this April, the MCL further opens up restricted sectors to foreign participation and could well be the catalyst needed to stimulate the economy of Myanmar, which remains heavily dependent on foreign investment.

Lastly, as a sign of Myanmar moving with the times, the MCL grants DICA the power and duty to maintain a company registry and prescribes a procedure in respect of registration of corporate documents. In this respect, DICA has announced that it intends to launch an online registry and electronic filing system for companies before implementation of the MCL. Therefore, it may take several months before the MCL can be put into effect, considering the internal administrative changes which DICA and CRO will need to put in place in order to effectively implement the MCL.

■ Dominique Lombardi, Comité CCE Singapour

## **POSITIONNEMENT DE SINGAPOUR COMME CENTRE DE LA FINANCE VERTE SUR L'ASEAN ET L'ASIE**

Durant l'été 2017, la MAS (Monetary Authority of Singapore, la banque centrale de Singapour) a organisé, par l'entremise du SIIA (Singapore Institute of International Affairs) et en partenariat avec des organisations multilatérales, des rencontres à Singapour entre les différents intervenants du monde de la finance, sur le thème du rôle que Singapour pourrait jouer pour le développement de la finance verte dans la région. Le SIIA a ainsi publié en novembre un rapport intitulé « *Collaborative Initiative for Green Finance in Singapore* ». Reconnaissant l'importance croissante des énergies renouvelables et le contexte particulier existant dans cette partie du monde, il est naturel que Singapour tente de se positionner comme hub régional sur cette activité, même si certains de leurs voisins en ASEAN ont également lancé leurs propres initiatives.

De son point de vue, une telle initiative s'inscrit dans la logique du leadership régional que Singapour ambitionne, comme cela a été fait dans le passé sur les activités de négoce international, de gestion d'actifs, sur les centres de trésorerie régionaux, et plus récemment sur la visibilité développée par le territoire sur la fintech. Singapour peut également se targuer d'une légitimité certaine dans le domaine de l'économie verte :

- Le pays est leader sur les problématiques « smart city », et exporte son modèle sur certains pays voisins ;
- Singapour est signataire de l'Accord de Paris sur le climat, et a annoncé, entre autres, trois objectifs symboliques : (i) réduction des émissions CO2 de 36% par rapport au niveau de 2005, à atteindre en 2030, (ii) annonce d'une taxe carbone applicable dès 2019, et (iii) augmentation des tarifs d'eau et d'électricité ;
- L'ABS (Association of Banks in Singapore) a publié ses lignes directrices pour une finance responsable, signées par tous ses membres ;
- SGX (Singapore Exchange) demande aux sociétés listées un rapport sur le développement durable à compter de janvier 2018, et devrait aussi développer des produits spécifiques à la finance verte (ETFs, etc.).

Les besoins de l'Asie en finance verte sont potentiellement très importants. Une récente étude (DBS – UNEP) quantifiait ce potentiel à 3 000mds USD, l'essentiel provenant des besoins en infrastructure (1 800mds), et le reste des besoins en énergie ou en projets agricoles. Il est également important de noter que, bien qu'étant pour certains encore tributaires de ressources fossiles (Indonésie, Vietnam, Inde), il y a une volonté politique clairement affirmée d'amorcer la transition énergétique dans ces pays également. Au-delà du « politiquement correct », les bienfaits en termes de développement durable et les impacts sur la santé économique des pays semblent maintenant bien compris.

Il est généralement convenu, comme le rappelle le rapport du SIIA, que la solidité du modèle repose sur trois groupes d'acteurs : les banques, les investisseurs et les compagnies d'assurance.

(i) Les banques, par nature, ont un rôle essentiel à jouer, aussi bien en terme que prêteur direct que d'arrangeur ou structureur de produits. Les banques occidentales, européennes en particulier, ont assumé une position avant-gardiste sur ces sujets, déclarant notamment l'arrêt de financements de projets liés au charbon, ainsi que la surveillance rigoureuse des normes ESG (*Environment, Social and Governance*) sur tout nouveau projet. Les banques annoncent également la définition de « green pockets », qui sont des enveloppes de prêts entièrement dédiés à des projets relatifs à « Impact Finance ». Les banques asiatiques développent maintenant, pour les plus avancées d'entre elles, des pratiques similaires. Par leur rôle d'intermédiaire financier, les banques ont également contribué à l'essor très important des *Green Bonds*, un marché amené à connaître un développement important et sur lequel Singapour souhaite se positionner. La MAS a ainsi annoncé en juin 2017 un *Green Bond Scheme*, octroyant certains avantages aux émetteurs choisissant Singapour comme place de domiciliation pour leurs émissions.

(ii) Les investisseurs institutionnels sont la condition nécessaire au développement du marché des *Green Bonds*. Il est estimé que le montant investi sur des produits liés à des projets de finance durable a crû globalement de 25% entre 2014 et 2016, 16% pour l'Asie. Contrairement à l'Europe, où de nombreux fonds (ou poches d'allocation dans le cas des fonds souverains) sont exclusivement dédiés à ce type d'investissement, cela reste encore assez discret en Asie. Les grands fonds souverains régionaux, en particulier, sont des investisseurs majeurs sur ces produits.

(iii) Les compagnies d'assurance sont le troisième acteur majeur dans cet écosystème, établissant des critères de risque discriminants, permettant de renforcer le bénéfice économique de ce secteur.

## OBJECTIF AEC N°5

---

Reconnaissant cet état du marché, le SIIA prône un certain nombre de recommandations, bien entendu avalisées par la MAS :

- Le gouvernement doit continuer à être directif pour renforcer l'image de Singapour comme centre d'expertise, non seulement dans les domaines financiers mais aussi transport, télécommunication, agriculture, avec la possibilité d'envisager certains avantages financiers ;
- Développer la connaissance des différents acteurs (mise en place d'un *Green Finance Advisory Panel*) ;
- Accélérer le marché de la finance verte avec un certain nombre d'initiatives : identification de « green pockets » par les larges investisseurs institutionnels, transparence de la part des banques et institutions financières sur leurs engagements sur des projets durables, possibilité d'autres avantages de type réglementaire, etc... ;
- Définir les critères d'un projet durable : établir des standards, qui soient alignés avec les standards internationaux.

Pour pouvoir établir un rôle régional sur ces sujets, il sera bien sur essentiel pour Singapour de continuer à renforcer le dialogue avec ses pays voisins, et d'assurer une certaine coordination dans l'élaboration de standards communs. Le timing est parfait, puisque Singapour assure cette année la présidence de l'ASEAN, et fera du développement durable et de ses modalités de financement un de ses thèmes majeurs.

■ Pascal Lambert, Comité CCE Singapour

---

« Objectif AEC » est une publication créée par le groupe de travail sur l'AEC, qui a vu le jour en janvier 2015 au sein du Comité Singapour des Conseillers du Commerce Extérieur de la France. Son objectif est de répondre aux questions des entreprises françaises déjà implantées ou non dans la zone, sur les avantages éventuels liés à la constitution de l'AEC. Toutes les contributions par apport de notes, brèves et commentaires généraux ou sectoriels sont les bienvenues à l'adresse électronique : [pascal.lambert@sgcib.com](mailto:pascal.lambert@sgcib.com)

---

**Comité éditorial :** Serge Antonini (Bureau Veritas), Michel Beaugier (M2 Management), Valérie Bonin (Alpana Advisory Services), Antoine Chery (SER Singapour), Pascal Lambert – coordinateur (Société Générale), Stéphanie Leparmentier (INPI), Arnaud Leretour (Business France), Dominique Lombardi (Rajah & Tann), Pascale Martin-Neuville (Talentsearch), Morgane Richard (CNCCEF).